

MARCHES ET ACCORDS CADRES DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Ce formulaire est un modèle de déclaration de sous-traitance mis en place par la MEL à utiliser par les soumissionnaires ou titulaires de marchés ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à la MEL soit au moment du dépôt de l'offre soit en cours d'exécution du marché.

A. Identification de l'acheteur

Métropole européenne de Lille – 1 rue du ballon – CS 50749, 59 034 Lille cedex

B. Objet du marché (y compris marché subséquent) ou de l'accord-cadre

.....
.....

C. Objet de la déclaration de sous-traitance

La présente déclaration de sous-traitance constitue (cocher la case correspondante) :

- une annexe au marché remis par le soumissionnaire ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D. Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché ou de l'accord cadre

Nom et adresse :

.....
.....
.....

En cas de groupement d'entreprises, nom et adresse du mandataire du groupement :

.....
.....
.....

E. Identification du sous-traitant

① Nom et adresse :

.....
.....
.....

② Numéro SIRET :

③ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, association...) :

.....

④ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

.....

⑤ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant (nom, prénom, qualité de chaque personne, courriel permettant une correspondance certaine) :

.....
.....
.....

⑥ Le sous-traitant déclare être une PME¹ : (cocher la case correspondante)

oui non

⑦ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct : (cocher la case correspondante)

oui non

F. Nature et prix des prestations sous-traitées

① Nature des prestations sous-traitées (à détailler) :

.....
.....

¹ Définition fixée par le décret n° 2008-1354 du 18/12/2008 : entreprise qui occupe moins de 250 salariés et a soit un chiffre d'affaires annuel ≤ 50 millions d'euros soit un total de bilan annuel ≤ 43 millions d'euros

.....
Le cas échéant, préciser dans quel cadre elle intervient :

bon de commande tranche

lot phase

② Durée prévisionnelle des prestations sous-traitées :

③ Période des prestations sous-traitées si marché à reconduction (cocher la case correspondante) :

n° de période (1 si 1^{ère} période, 2 si 1^{ère} reconduction, etc...) :

durée totale du marché (toutes reconductions comprises) pour le maximum des sommes à verser

④ Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

Taux de la TVA :

Montant maximum HT :

Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)

Montant maximum hors TVA :

⑤ Modalités de variation des prix (cocher la case correspondante) :

le sous-traitant a droit à la révision sur sa part sous-traitée aux conditions du marché

le sous-traitant a droit à une révision selon la formule suivante :

..... ; le mois zéro est

le sous-traitant n'a pas droit à la révision

autre modalité de variation à préciser :

.....
⑥ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel² :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

.....
² A compléter le cas échéant

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- Le contrat de sous-traitance intégrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

G. Conditions de paiement

① Compte à créditer (joindre un IBAN) :

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

② Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance (acomptes,..) :

.....
.....
.....

③ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : (cocher la case correspondante)

oui

non

H. Capacités du sous-traitant

Récapitulatif des pièces demandées par la MEL dans l'avis d'appel à la concurrence, le règlement de la consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières :

.....
.....
.....
.....
.....

I. Attestation sur l'honneur du sous-traitant / Motifs d'exclusion

Si la déclaration de sous-traitance est remise par le soumissionnaire, le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- ne pas tomber sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique),
- respecter l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (article R. 2143-3 du Code de la commande publique).

Avant la conclusion du marché ou de l'accord-cadre, le sous-traitant remet au candidat, si ce dernier est attributaire, les pièces listées ci-dessous. A défaut, il ne peut pas être accepté en tant que sous-traitant.

Si la déclaration de sous-traitance est remise par le titulaire, le sous-traitant produit les pièces suivantes en cours de validité :

- l'ensemble des certificats fiscaux et sociaux (attestations de régularités fiscale et sociale, attestation délivrée par l'AGEFIPH) exigé par l'article L. 2141-2 du Code de la commande publique, ou règle d'effet équivalent pour les sous-traitants non établis en France ;
- un extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1, datant de moins de 3 mois, ou document équivalent pour les candidats non établis en France ;
- si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les sous-traitants non établis en France.

A défaut, il ne peut pas être accepté en tant que sous-traitant.

J. Cession ou nantissement des créances résultant du marché³

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant avec la déclaration de sous-traitance :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique qui est joint à la présente déclaration de sous-traitance ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe à la présente déclaration de sous-traitance.

³ Cocher les cases correspondantes

K. Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

A le

Le sous-traitant⁴

A le

Le soumissionnaire ou le titulaire

A le

Le mandataire

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Pour le Président du Conseil de la Métropole Européenne de Lille

Le Vice-président délégué

Le Conseiller délégué

Prénom NOM

L. Notification de l'acte spécial au titulaire

En cas d'envoi en lettre recommandée avec AR : coller l'avis de réception postal ci-dessous, daté et signé par le titulaire

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial

A , le

⁴ En signant le formulaire de déclaration de sous-traitance, le sous-traitant atteste sur l'honneur, le cas échéant, qu'il est une PME (rubrique E6 du présent formulaire)